

*L'Adresse—M. La Salle*

les souffrances dont ils ont été témoins par rapport justement à l'omission et à l'absence de politiques suffisantes qui auraient pu nous permettre de traverser la crise avec moins de difficultés.

• (1540)

J'ai écouté avec attention le discours de notre chef, et le premier ministre du Canada et ses collègues s'appliqueront à répéter que le chef du parti progressiste conservateur n'a pas réussi à divulguer certaines idées, certaines orientations, mais j'ai pourtant bien lu son discours, et je l'ai relu, avant de prendre la parole cet après-midi, parce que je voulais bien m'assurer que le premier ministre avait dit la vérité à la face des Canadiens. Je ne suis pas convaincu encore que le premier ministre a dit toute la vérité à la face des Canadiens. Lorsque le chef du parti progressiste conservateur, notre parti, s'engage sérieusement sur des crédits nécessaires à la recherche et au développement pour fins de création d'emplois, n'est-ce pas une orientation précise, lorsque le chef du parti progressiste conservateur exige que ce gouvernement respecte enfin l'importance d'une recherche plus poussée? Je pense qu'il n'y a rien de plus positif que cela lorsque le chef du parti progressiste conservateur reconnaît cette absence suffisante de productivité, ce degré de productivité insuffisant vis-à-vis de la concurrence des marchés étrangers et que son parti, son gouvernement s'engageront par des politiques à favoriser une meilleure productivité dans l'industrie canadienne. N'est-ce pas quelque chose de clair et de précis, mais le premier ministre du Canada a de la difficulté à comprendre cela.

Nous avons l'avantage d'avoir un chef de parti qui s'y connaît dans le domaine des affaires, qui connaît le rôle de l'industrie et qui connaît le potentiel du Canada vis-à-vis de l'ensemble mondial dans le domaine de l'industrie, et qui s'y connaît également en relations de travail. Et lorsque le premier ministre, dans le discours du Trône, nous annonce les intentions du gouvernement, savoir d'asseoir à la même table les syndicats, les patrons et le gouvernement... Mais j'ai entendu cette bonne intention, cette proposition, une dizaine de fois, monsieur le Président, mais ce gouvernement n'a pas réussi, encore une fois, à asseoir à la même table ces divers intervenants vis-à-vis un objectif commun, la création d'emplois, retourner les chômeurs sur le marché du travail et donner une chance aussi à ces jeunes désespérés d'avoir une place sur le marché du travail.

C'est de la foutaise, monsieur le Président, que de lire les bonnes intentions du discours du Trône, quand après 15 et 20 ans, on n'a pas réussi, on n'a pas jugé nécessaire d'asseoir ces intervenants dans l'économie, ces intervenants si nécessaires à établir des politiques à moyen et à long termes. L'utilisation du secteur privé, non pas la concurrence de l'État avec le secteur privé, l'utilisation du secteur privé peut créer un climat par des orientations économiques à long terme visant à inviter ces gens à investir et non pas le gouvernement à prendre la place du secteur privé, comme on l'a vu à maintes reprises depuis les dernières années. Voilà le genre d'orientation que le chef du parti progressiste conservateur a mentionné dans son exposé et partout sur les tribunes canadiennes. Il n'a pas manqué une occasion de se manifester en faveur de la place que doit prendre ce secteur privé pour fins de création d'emplois. La relance économique est également une question de confiance, monsieur le Président, et ce n'est pas avec le ministre des Finances (M.

Lalonde) actuellement, qui a drôlement embarrassé le secteur privé dans le domaine du pétrole, qu'il pourrait y avoir aujourd'hui une coopération et la confiance du secteur privé et du secteur des affaires. Il est impensable que ces hommes, aujourd'hui, en politique, puissent croire encore une fois qu'ils peuvent obtenir la confiance du public quand les sondages, preuve à l'appui, les rejettent dans des proportions inquiétantes.

Monsieur le Président, n'avons-nous pas le droit d'exiger un jugement populaire devant ce fiasco, devant cette faillite, devant autant de gens qui réclament cette chance d'avoir à juger et à porter un jugement, pas sur ce que nous promet le très honorable premier ministre du Canada actuellement, mais sur ce qui a été fait? Voilà pourquoi, monsieur le Président, dans un système démocratique nous devons exiger que les électeurs soient appelés à porter ce jugement.

On sait parfaitement bien, et notre chef de ce côté-ci, dans notre parti et mon parti, est conscient de la stabilité, de la sécurité dont les agriculteurs ainsi que les nouveaux propriétaires ou les propriétaires de maisons ont besoin actuellement. Quel genre de politiques avons-nous actuellement vis-à-vis de cette sécurité dans le domaine agricole et dans celui du logement? Bien sûr, on a un engagement dans le discours du Trône. On nous parlera et on connaîtra les détails un peu plus tard. Mais Dieu sait si ce secteur de la construction a souffert durant les trois, quatre ou cinq dernières années, à cause de l'absence de politiques suffisantes, si ce n'est qu'une politique de pompiers à la dernière minute qui a coûté une certaine somme d'argent. Mais on n'avait rien prévu, par exemple, pour éviter le pire! Dans le domaine agricole, c'est la même chose. Je sais, dans la province de Québec, dans ma province, particulièrement, il y a des secteurs, étant donné la température cet été, qui sont dans des difficultés extraordinaires pour traverser l'hiver. Il n'y a aucune mesure qui nous assure que ces agriculteurs seront aidés. On a, et combien de mes collègues ont sollicité et réclamé auprès du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) des mesures visant à les aider à traverser la période au moment où les taux d'intérêt étaient inacceptables. Bien sûr, on a augmenté sensiblement les crédits à la Société du crédit agricole, mais on n'a pas diminué pour autant les obligations de la classe agricole.

Monsieur le Président, vous êtes conscient de l'importance de la survie agricole, de l'importance d'avoir une politique de logement également dans ce pays. En hiver, au Canada, il faut que les gens soient bien logés. Et au niveau des politiques agricoles, on sait parfaitement bien qu'il faut assurer aux Canadiens trois repas par jour. Et dans un contexte difficile, si on n'a pas de politique qui peut s'attaquer à une sécurité vis-à-vis des taux d'intérêt, on ne peut pas donner cette sécurité et cette envie à l'agriculteur d'investir davantage, ou à ce jeune homme ou à cette jeune dame de se porter propriétaire, si on n'a pas de politique suffisante vis-à-vis de cette sécurité sur les coûts des intérêts, sur les engagements à long terme que ces gens prennent. Il est important de penser à de telles politiques quand on sait qu'on peut inciter l'individu, le Canadien, la Canadienne à investir des sommes de plusieurs milliers de dollars par des politiques à long terme et des politiques qui répondent à la sécurité et à la prospérité, monsieur le Président.